



Règlement relatif aux heures d'ouverture des commerces

L'assemblée communale de la Commune d'Ursy,

Vu la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (LCom) (RSF 940.1) ;

Vu le règlement du 14 septembre 1998 sur l'exercice du commerce (RCom) (RSF 940.11) ;

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1) ;

Edicte :

Article premier

Le présent règlement a pour but d'élargir, dans les limites fixées par le droit cantonal, les heures d'ouverture ordinaires des commerces.

But

Art. 2

Un jour ouvrable par semaine à l'exception du samedi et sauf dans le cas où il s'agit d'un jour férié, le Conseil communal peut décider que l'heure de fermeture pour l'ensemble des commerces est fixée à 21 heures.

Ouverture

nocturne

a) Vente
hebdomadaire

Art. 3

Sur requête préalable, le Conseil communal peut autoriser l'ouverture nocturne du lundi au samedi, exception faite des jours fériés, de certains commerces permanents de vente de mets et de boissons à l'emporter.

b) Commerce de
denrées
alimentaires

Art. 4

A l'occasion de fêtes ou de manifestations particulières, le Conseil communal peut, sur requête, accorder d'autres autorisations exceptionnelles d'ouverture nocturne.

c) Manifestations
particulières

Art. 5

¹Peuvent être ouverts le dimanche et les jours fériés, de 6 à 19 heures :

- a) les commerces spécialisés dans l'alimentation, tels que boulangeries, pâtisseries, laiteries, fromageries, boucheries, épicerie et les commerces liés aux stations d'essence au sens de l'article 7b al. 2 de la loi sur l'exercice du commerce ;
- b) les kiosques et les commerces de tabac et de journaux ;
- c) les commerces de fleurs ;
- d) les expositions d'objets d'art ;
- e) les stations de lavage de véhicules et les stations d'essence.
(les self-services ne sont pas soumis à ce règlement)

²En plus des cas visés par l'alinéa 1, le Conseil communal peut, sur requête préalable, autoriser une ouverture dominicale pour les foires, comptoirs et autres manifestations analogues.

Ouverture
dominicale

Art. 6

¹Le Conseil communal est chargé de l'application du présent règlement.

²Il veille également au respect des dispositions contenues dans le chapitre 2 de la loi sur l'exercice du commerce et relatives aux heures d'ouverture des commerces.

³Il peut, par un règlement administratif, déléguer sa compétence à l'un de ses services, conformément à la loi sur les communes (LCo), sous réserve des cas visés par l'article 7 al. 2.

Application

Art. 7

¹Les infractions aux dispositions cantonales et communales en matière d'heures d'ouverture des commerces sont punies d'une amende jusqu'à 20'000 francs, ou jusqu'à 50'000 francs en cas de récidive dans les deux ans à compter du moment de l'infraction, conformément aux articles 36 let. c et 37 al. 2 de la loi sur l'exercice du commerce.

²L'amende est prononcée par le Conseil communal qui statue en la forme de l'ordonnance pénale (art. 86 LCo).

³Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale. En cas d'opposition, le dossier est transmis au juge de police.

Sanctions pénales

Art. 8

¹Les décisions prises par le Conseil communal ou par un de ses services peuvent, dans les 30 jours, faire l'objet d'une réclamation

Voies de droit

auprès du Conseil communal.

²Les décisions sur réclamation sont sujettes à recours auprès du Préfet dans les 30 jours.

³Le contentieux pénal demeure réservé (art. 7 al. 3 du présent règlement).

Art. 9

Le respect des prescriptions spéciales en matière de durée du travail, de repos et de protection de la santé des travailleurs demeure expressément réservé.

Législation sur le travail

Art. 10

Le règlement du 16 décembre 2002 relatif aux heures d'ouverture des commerces est abrogé.

Abrogation

Art. 11

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité compétente.

Entrée en vigueur

Ainsi adopté par l'assemblée communale d'Ursy, le 11 avril 2016

Le Syndic :



Philippe Conus

La Secrétaire :



Marie-Hélène Butty

Approuvé par la Direction de la sécurité et de la justice, le 16.6.2016

Le Conseiller d'Etat-Directeur

Erwin Jutzet

